C.P.J.P

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix

DECLARATION DES PATRIOTES POUR LA PAIX ET LA JUSTICE SUR LE PILLAGE ET L'ENVAHISSEMENT DE LA VAKAGA (BIRAO) PAR LES CRIMINELS DE KONY

Les troupes du Seigneur de guerre ougandais **KONY** se sont installées depuis bientôt deux ans en territoire centrafricain, aux confins des frontières, entre le RDC, le SOUDAN et notre pays. Il y a quelques mois, on signalait, par la voix du Maire de OBO, les cas de violations graves des droits humains et les viols de femmes et enfants. Ces exactions imputées à cette bande de bandits de grand chemin étaient aussi pratiquées dans les camps de réfugiés par les hommes de **BOZIZE**. Il s'agit des éléments de la garde présidentielle et les troupes étrangères nommément citées sur AFRICA N° 1 par le Maire. Depuis, ce Maire qui assume et essaie de protéger sa population, n'est plus autorisé à parler des faits graves qui se déroulent dans la région. Ces crimes de guerre et ces atteintes graves aux droits humains et l'occupation du territoire centrafricain de manière durable, a atteint un niveau intolérable par la progression, à travers l'est du pays, à hauteur de plus de six cents kilomètres sans être inquiété et d'occuper, piller et saccager la ville de BIRAO le dimanche 10 octobre 2010, sans compter les exactions et assassinats de la population civile lors de leur progression. Le bilan humain s'alourdit et sera immense : **29 otages emmenés dont 19 filles et 10 adultes en âge avancé.** Les dégâts matériels se résument en une véritable razzia sur la ville et sa mise à sac. Nous comptons faire le point sur la dimension des destructions, au fur et à mesure des informations fournies par les rescapés et victimes.

La première question est celle de savoir s'il existe, dans ce pays, un Etat organisé capable de sécuriser le peuple et garantir l'intégrité du territoire national.

Tout laisse à penser que, soit le Général-Président **BOZIZE** est un complice avéré de cette occupation, soit il vient de démontrer son incapacité à assurer le minimum qu'on puisse espérer d'un Président de la République, Chef Suprême des Armées, Ministre lui-même de la Défense Nationale, secondé par son fils. La République Centrafricaine est manifestement un non-Etat où les dirigeants prédateurs se préoccupent de piller les richesses minières mis en coupe réglée par le célébrissime DOUTINGAI et autres, que d'assumer le droit régalien lié aux fonctions qu'ils ont, pendant tant d'années, convoité et utilisé la forme brutale pour s'en emparer.

Askabiol@yahoo.fr

La Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix (CPJP), membre à part entière du **Conseil National de la Résistance,** après analyse profonde et sans complaisance de cette nouvelle situation, à tous les niveaux se sent engagée.

La Centrafrique n'existe pas en tant qu'état moderne et responsable, assumant ses prérogatives. L'incurie et l'incapacité du Général-Président ne fait plus de doute. **BOZIZE est donc le problème et donc la solution.** Les évènements de ces derniers jours à BIRAO sonnent le gals d'un régime en manque d'inspiration et de professionnalisme dans la gestion globale d'un Etat moderne.

L'ensemble des mouvements composant **Le Conseil National de la Résistance** entend prendre ses responsabilités pour éviter la disparition de la Centrafrique en tant qu'Etat et Nation. Il prend, à cet effet, l'opinion nationale et internationale à témoin. Nous nous donnons donc, à partir de ce jour, la mission de sécuriser le peuple partout où il se trouve, en commençant par les zones que nous contrôlons.

Par des manœuvres dilatoires et des subterfuges de toute nature, ce gouvernement ne s'est pas assumé à dessein dans les délais nécessaires pour que les délais constitutionnels soient respectés pour la tenue d'élections libres transparentes. Il a, par un tour de passe-passe, fait en sorte qu'il rende responsable l'opposition démocratique comme étant l'entité qui aurait demandé le report des élections. Dans cette opération d'opacité de groupage des élections présidentielles et législatives, le pouvoir n'a pas eu de mal, tout au contraire, de faire valoir aux députés leur propres intérêt personnel à tordre le cou à la constitution en modifiant, de manière illégale, les dispositions qui fixent les règles du jeu. Et voilà la conjonction des intérêts. « Vous prolongez mon mandat et le vôtre et on se retrouve ». La trahison. Nous doutons donc de la volonté de BOZIZE et de ses alliés à organiser une élection digne qui grandirait l'image d'un Etat-Voyou qu'il a instauré par la force des armes, le terrorisme d'état, la manipulation, la corruption et la concussion, le débauchage des cadres de l'opposition par l'appât du gain, la torture morale et physique et l'humiliation. Et que dire du pillage du pays par BOZIZE et son neveu DONTIGAI ?

Fait au camp de la LIBERTE, le 12 octobre 2010

Assan BRIGA TOGBO,

Secrétaire Général du CPJP en mission à l'extérieur
Membre du Conseil National de la Résistance
En charge des Relations extérieures